



La galaxie d'extrême droite : retour en force d'une réalité ancienne

Benjamin Biard

Aujourd'hui, l'extrême droite est en capacité de remporter des succès électoraux, voire de prétendre à l'exercice du pouvoir dans de nombreux endroits. L'élection présidentielle française a ainsi vu s'affronter deux candidats, Marine Le Pen et Éric Zemmour, susceptibles d'accéder au second tour. L'extrême droite s'implante aussi dans des pays où elle était absente depuis plusieurs décennies, comme en Allemagne ou en Espagne.

S'agit-il d'un phénomène récent ? Comment peut-on définir l'extrême droite sur la base de ses multiples incarnations ? Comment évolue-t-elle et en quoi est-elle un phénomène pluriel qui ne peut être réduit aux partis politiques qui en portent l'idéologie ? Enfin, quelles résistances ses différentes formes rencontrent-elles ?

Un phénomène ancien

Si l'extrême droite est au cœur de l'actualité dans de très nombreux pays ¹, elle constitue une réalité ancienne. Aux États-Unis, le Know Nothing – mouvement intégriste protestant favorable à une forte limitation de l'immigration – ou le Ku Klux Klan – suprémaciste blanc et violent – se développent ainsi au 19^e siècle. En France aussi, l'extrême droite progresse durant cette période, notamment sous la forme du mouvement boulangiste ou de l'Action française. Au 20^e siècle, des dictatures fascistes s'installent en Italie, en Allemagne, en Espagne et ailleurs, plus tard en Grèce, et l'extrême droite marque de son empreinte l'action publique dans moult pays démocratiques.

Cette variété recouvre cependant un corpus idéologique et doctrinal commun : le rejet de l'immigration, voire la xénophobie, un projet autoritaire en matière de sécurité intérieure, et une rhétorique antisystème hostile aux partis politiques traditionnels et aux organisations classiques du mouvement ouvrier. Au-delà de ce noyau idéologique partagé, des accents parfois très différents peuvent être adoptés : les expressions « droite

¹ B. BIARD, « L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019) » et « L'extrême droite en Europe centrale et orientale (2004-2019) », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2420-2421 et 2440-2441, 2019.

radicale », « national-populisme », « fascisme » ou « néonazisme » sont alors utilisées afin de mieux cerner les différences.

Une légitimation croissante

L'extrême droite connaît une évolution importante depuis la Seconde Guerre mondiale. Le politologue Anders Widfeldt repère quatre étapes du développement des partis d'extrême droite depuis 1945 ².

Au sortir de la guerre, l'extrême droite s'inscrit dans la continuité idéologique du national-socialisme et du fascisme mais semble exsangue. Lorsqu'elle tente de se structurer, elle rencontre une vive opposition, y compris institutionnelle. Ainsi, en 1952, la Cour constitutionnelle allemande interdit le Parti socialiste du Reich fondé par des militants néonazis trois ans plus tôt.

L'extrême droite réussit ensuite à s'organiser à travers de nouveaux acteurs mais de façon éphémère, comme l'illustre l'Union de défense des commerçants et artisans en France. Alors que le mouvement porté par Pierre Poujade remporte 11,6 % des suffrages et envoie 52 élus à l'Assemblée nationale (dont le jeune Jean-Marie Le Pen) en 1956, il ne parvient pas à s'ancrer durablement dans le paysage politique. Aux Pays-Bas, le Boerenpartij s'inscrit également dans cette deuxième vague.

C'est entre les années 1970 et la fin des années 1990 que l'extrême droite connaît un nouvel essor. Nombreuses sont alors les formations qui réussissent à se structurer et à s'enraciner, tels le Front national (FN) en France, le Vlaams Blok (VB) en Belgique et le Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) en Autriche.

Une nouvelle phase est amorcée à la fin des années 1990, caractérisée par une tendance à la légitimation des partis d'extrême droite et par leur volonté d'être intégrés au sein des processus décisionnels. Souvent, cela résulte d'une stratégie de « dédramatisation » entamée par ces partis eux-mêmes, mais aussi d'une ouverture des partis traditionnels à leur égard. L'extrême droite a ainsi participé à des coalitions en Italie, en Autriche, aux Pays-Bas, en Slovaquie, en Norvège, en Finlande, en Bulgarie ou encore en Estonie. Même en Suède, où un cordon sanitaire politique empêche l'extrême droite d'arriver au pouvoir, les élections législatives du 11 septembre 2022 ont changé la donne en permettant à un parti d'extrême droite (Démocrates de Suède - SD) de soutenir, dès la mi-octobre, un gouvernement minoritaire composé de trois partis du centre et de droite.

Différents visages

Au-delà des partis, des acteurs aussi nombreux que variés mobilisent une idéologie d'extrême droite. Sans participer aux élections, certains mouvements et organisations veulent influencer les politiques publiques, parfois à travers des actions choc. En Flandre, Schild & Vrienden, le Voorpost ou encore la Légion flamande sont

² A. WIDFELDT, « A fourth phase of the extreme right? Nordic immigration – critical parties in a comparative context », *Nordeuropa forum*, n° 1-2, 2010, p. 7-31.

particulièrement actifs. En Belgique francophone, La Meute ou Civitas tentent de s'imposer.

Ensuite, l'idéologie d'extrême droite peut être portée par des intellectuels ou des théoriciens dont l'influence est parfois considérable au-delà des frontières nationales. Aux États-Unis, Richard Spencer, suprémaciste blanc et figure de proue de l'Alt Right, a ainsi gagné en popularité ces dernières années. Lors d'un séminaire du National Policy Institute, à Washington, le 19 novembre 2016, il déclarait : « Être blanc, c'est être un guerrier, un croisé, un explorateur et un conquérant. Nous construisons, nous produisons, nous progressons. Pour nous, c'est conquérir ou mourir. Tel est le fardeau de l'homme blanc ». Et de conclure : « *Hail Trump, hail our people, hail victory!* ». En France, Renaud Camus a quant à lui contribué à théoriser le « grand remplacement », phénomène qui verrait la civilisation européenne remplacée par une autre civilisation. É. Zemmour a popularisé cette expression et l'a largement instillée dans la campagne électorale présidentielle de 2022.

Certains médias contribuent également à répandre l'idéologie d'extrême droite en réservant une attention importante à ses représentants, voire en adoptant une ligne éditoriale qui lui soit favorable. Citons *'t Pallieterke* en Flandre et *PAN* en Belgique : sans être des « médias d'extrême droite » à proprement parler, ils contribuent à la « normalisation » des discours de cette tendance et accroissent leur visibilité ainsi que celle de ceux qui les portent.

Sur Internet, la « fachosphère » joue un rôle crucial. Elle prend souvent la forme de forums en ligne sur lesquels les internautes peuvent lire, échanger et publier des messages visant à répandre ce type d'idéologie. Fondé aux États-Unis, le forum Stormfront participe à une telle dynamique, se présentant comme « la voix de la nouvelle minorité blanche assiégée ». On recense aussi des sites se proclamant d'information. Le site antisémite Ils sont partout, qui entendait présenter un « recensement dûment vérifié de personnalités françaises et internationales » de confession juive, a été fermé durant l'été 2021.

Enfin, l'extrême droite est aussi portée par des individus ou organisations aux aspirations terroristes. Nombreux ont été ces dernières années les attentats motivés par une telle idéologie : ceux d'Oslo et d'Utøya (Norvège) le 22 juillet 2011, de Christchurch (Nouvelle-Zélande) le 15 mars 2019, de Hanau (Allemagne) le 19 février 2020 ou encore d'Atlanta (États-Unis) le 16 mars 2021. Si peu d'incidents majeurs d'extrême droite sont intervenus ces dernières années en Belgique, rappelons que, le 1^{er} janvier 2022, 50 extrémistes de droite étaient repris dans la banque de données commune (dite « liste de l'OCAM »). Parmi ceux-ci, 34 étaient considérés comme des propagandistes de haine et 24 comme potentiellement violents. En outre, on se souviendra de la cavale, en mai-juin 2021, du militaire Jürgen Conings, suspecté de préparer des attentats visant des symboles de l'État, des musulmans, ainsi que plusieurs personnalités, dont le virologue Marc Van Ranst.

L'extrême droite présente donc de multiples visages qui, tout en défendant une même idéologie, adoptent des accents variables, mobilisent des moyens variés, voire poursuivent des objectifs différents : quête du pouvoir, influence institutionnelle, conquête culturelle, actions terroristes...

La lutte contre l'extrême droite

Tout comme l'extrême droite elle-même, les acteurs qui se mobilisent pour en freiner le développement ou pour en contrer l'impact sont eux aussi particulièrement divers. Et ils sont amenés à repenser leur répertoire d'action ou à renouveler leurs *modus operandi*, développant une palette d'outils et de stratégies aux effets variables. *Primo*, certains mobilisent l'arsenal juridique pour engager des poursuites judiciaires à l'encontre de personnes et associations d'extrême droite. En Belgique, cet arsenal a tendance à se renforcer dans le temps. *Secundo*, les acteurs politiques sont eux-mêmes importants dans la lutte contre l'extrême droite. Au-delà de leur rôle législatif, ils sont à l'origine du cordon sanitaire politique en Belgique. *Tertio*, de nombreux médias accordent un traitement différencié aux organisations et représentants d'extrême droite. En Belgique francophone, le cordon sanitaire médiatique consiste à refuser de leur accorder un temps de parole libre en direct. *Quarto*, la société civile est aussi particulièrement mobilisée, sous des formes variées. Certains acteurs recourent à des dispositifs pédagogiques pour lutter en amont contre l'idéologie d'extrême droite, tandis que d'autres entendent résister à cette idéologie en aval, parfois en recourant à des moyens violents. *Quinto*, les services de renseignement et de sécurité contrôlent les formes d'activisme d'extrême droite les plus violentes ou menaçantes pour la stabilité de l'État.

Tous ces acteurs, moyens et outils de lutte s'avèrent complémentaires. Certains visent d'abord et avant tout des organisations d'extrême droite, d'autres ont davantage vocation à en empêcher la propagation des idées. Analyser les différentes facettes de cette lutte permet notamment de mieux saisir pourquoi l'extrême droite peine à se développer en Belgique francophone alors qu'elle est aujourd'hui un acteur politique majeur en Flandre ³.

Ce texte est la version actualisée de celui publié dans : Observatoire des radicalités violentes, *Droite radicale*, Charleroi, CAL Charleroi, 2022, p. 15-18.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Benjamin BIARD, « La galaxie d'extrême droite : retour en force d'une réalité ancienne », *Les @nalyses du CRISP en ligne*, 1^{er} novembre 2022, www.crisp.be.

³ B. BIARD, « La lutte contre l'extrême droite en Belgique. I. Moyens légaux et cordon sanitaire politique » et « La lutte contre l'extrême droite en Belgique. II. Cordon sanitaire médiatique, société civile et services de renseignement », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2522-2523 et 2524-2525, 2021.